

Le programme :

<p>Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Connaître les grandes tendances d'évolution des inégalités économiques depuis le début du XXe siècle et comprendre que les inégalités économiques et sociales présentent un caractère multiforme et cumulatif. - Savoir interpréter les principaux outils de mesure des inégalités, statique (rapport inter-quantiles, courbe de Lorenz et coefficient de Gini, top 1%) et dynamique (corrélation de revenu parents-enfants). - Comprendre que les différentes formes d'égalité (égalité des droits, des chances ou des situations) permettent de définir ce qui est considéré comme juste selon différentes conceptions de la justice sociale (notamment l'utilitarisme, le libéralisme, l'égalitarisme libéral, l'égalitarisme strict). - Comprendre que l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale (fiscalité, protection sociale, services collectifs, mesures de lutte contre les discriminations) s'exerce sous contrainte de financement et fait l'objet de débats en termes d'efficacité (réduction des inégalités), de légitimité (notamment consentement à l'impôt) et de risque d'effets pervers (désincitations).
------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Plan du cours :

I.	Comment définir et mesurer les inégalités ?	2
A)	Les inégalités économiques et sociales présentent un caractère multiforme et cumulatif	2
a)	Définition et diversité des inégalités	2
b)	Des inégalités cumulatives	3
B)	Les différentes mesures et les évolutions des inégalités	4
a)	Les mesures des inégalités économiques en « statique »	4
b)	La mesure des inégalités économiques en « dynamique »	6
II.	Quelle égalité pour quelle conception de la justice sociale ? :	7
A)	Les différentes formes d'égalité (égalité des droits, des chances ou des situations)	7
B)	Les différentes conceptions de la justice sociale	8
III.	L'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale s'exerce sous contrainte de financement et fait l'objet de débats	9
A)	L'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale	9
a)	Par la fiscalité et la protection sociale	9
b)	Par la fourniture de services collectifs	11
c)	Par des mesures de lutte contre les discriminations	11
B)	L'action des pouvoirs publics se heurte à des contraintes de financement	12
C)	L'action des pouvoirs publics fait l'objet de débats	13
a)	Débat en termes d'efficacité : la question de la réduction des inégalités	13
b)	Débat en termes de légitimité : la question du consentement à l'impôt	14
c)	Débat sur les risques d'effets pervers : la question de la désincitation	15

Revoir les notions de 1^{re}

Associez chaque notion à sa définition.

Solde public	1 •	• A	Logique de redistribution selon laquelle l'État, par l'intermédiaire des impôts prélevés, fournit des allocations parfois universelles, parfois soumises à condition de ressources
Risque	2 •	• B	Principe sur lequel repose le système de protection sociale
Protection sociale	3 •	• C	Il est dit « social » lorsqu'il implique une baisse des revenus ou une augmentation des dépenses et est pris en charge collectivement
Solidarité	4 •	• D	Différence entre les dépenses et les recettes de l'administration publique
État-providence	5 •	• E	Logique de redistribution qui repose sur un système de cotisations préalables qui permettent de financer des prestations pour les individus exposés à un risque
Assurance	6 •	• F	En France, c'est un système hybride répondant à des logiques d'assurance et d'assistance
Assistance	7 •	• G	Désigne l'ensemble des mécanismes permettant aux individus de faire face aux risques sociaux

Manuel Hatier, édition 2020

I. Comment définir et mesurer les inégalités ?

A) Les inégalités économiques et sociales présentent un caractère multiforme et cumulatif

a) Définition et diversité des inégalités

DOC . 1 Définir les inégalités

On peut parler d'inégalités « quand une personne ou un groupe détient des ressources, exerce des pratiques ou a accès à des biens et services socialement hiérarchisés », sous-entendu « et qu'une partie des autres ne détient pas ». [...] Une différence ne devient une « inégalité » que lorsque ce dont on parle peut être hiérarchisé. Prenons un exemple : posséder un chat ou un chien. Ce n'est pas une « inégalité », sauf si le chat ou le chien a en soi une valeur spécifique dans la société dont on parle. [...] On peut décomposer la question des inégalités en deux :

- « des inégalités de quoi ? » : la question des inégalités, souvent réduite aux revenus, est bien plus large que cela. Elle s'étend de l'éducation à l'emploi, en passant par la santé et les loisirs, etc. [...]
- « des inégalités entre qui et qui ? » : les inégalités s'observent entre des personnes que l'on peut comparer et donc regrouper, par exemple, par âge, par genre, par métier (les milieux sociaux), etc.

Louis Maurin, *Comprendre les inégalités*, © L'Observatoire des inégalités, 2018.

1 Expliquer. À quelle condition une différence devient-elle une inégalité ?

Manuel Magnard, édition 2020

DOC . 2 Inégalités économiques et inégalités sociales

Les inégalités sociales constituent un enjeu important du débat public, tant à l'échelle globale que nationale. Cependant, sitôt rendues visibles, les inégalités sont réduites à leur dimension monétaire. Or si elles sont liées aux inégalités économiques (de revenus et de patrimoine), les inégalités sociales n'y sont pas réductibles, tant du point de vue des processus qui les produisent que de la manière dont elles sont vécues. [...] La mesure des inégalités économiques se caractérise par la concentration et la dispersion des ressources (revenus et patrimoine). [...]

Les inégalités sociales comportent une forte dimension symbolique. Des formes spécifiques de catégorisation sont à la source de privilèges pour certains groupes et de discriminations¹ pour d'autres. Ces derniers se trouvent assignés, c'est-à-dire réduits, à une identité, un statut ou une fonction. Ces assignations empêchent le développement et le maintien de l'estime de soi en même temps qu'elles réduisent l'accès à diverses ressources.

Nicolas Duvoux, *Les Inégalités sociales*, © Presses Universitaires de France, 2017.

NOTIONS

- Les **inégalités économiques** désignent principalement des inégalités de revenus et de patrimoine entre différentes catégories de la société
- Les **inégalités sociales** sont des inégalités qui proviennent de l'appartenance ou non à un groupe (celui des femmes ou celui des personnes d'origine étrangère, par exemple). Elles sont liées à la possession de ressources d'ordre économique mais aussi à l'accès à certaines pratiques (éducation, politique).

3 Comprendre. Quelle est la différence entre une inégalité économique et une inégalité sociale ?

Manuel Magnard, édition 2020

Récapitulatif :

Une inégalité est une ----- entre individus ou groupes sociaux qui se traduit en termes ----- ou de ----- càd qu'il est possible d'établir une ----- des positions.

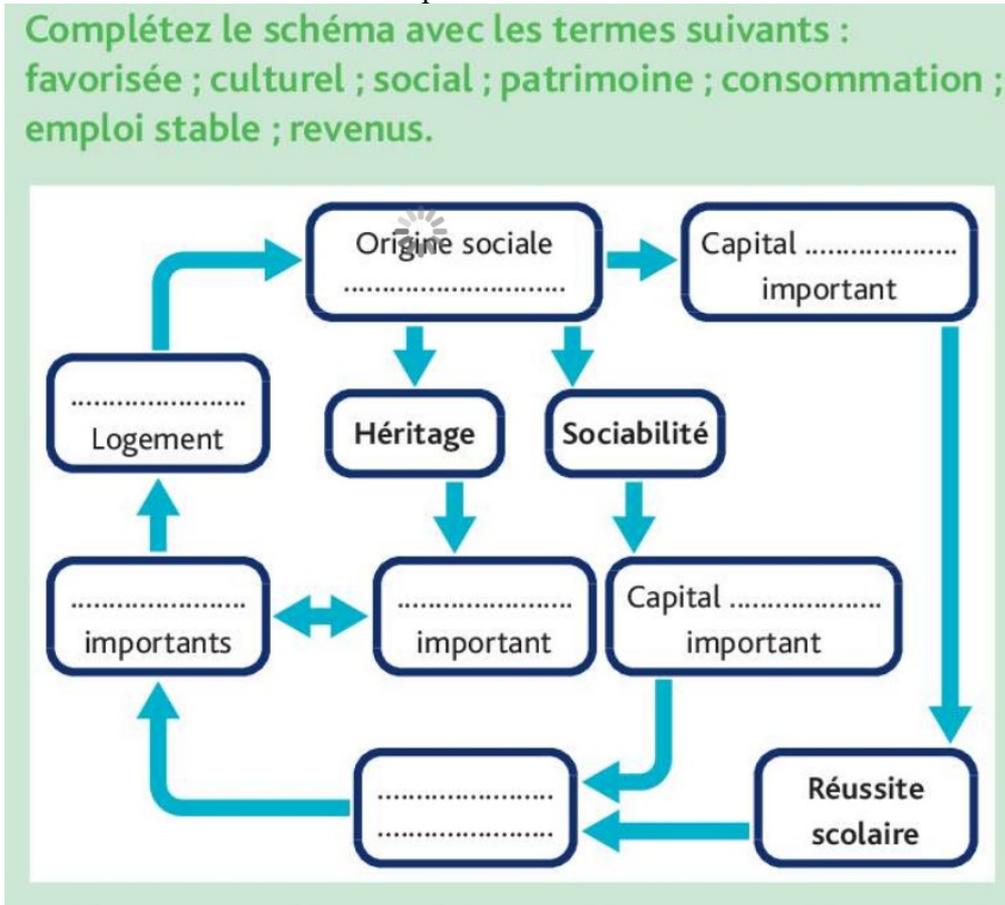
Les inégalités sont multiformes :

- Les inégalités économiques sont des inégalités de ----- et de -----.
- Les inégalités sociales portent sur l'accès aux ressources socialement ----- . Elles concernent un champ varié de cas comme face à la santé, -----, les ----- de vie, l'emploi...

b) Des inégalités cumulatives

Manuel p 295 doc 5 Q1 et 2 (Hatier-clic.fr : [Pourquoi les inégalités de richesse augmentent ? - Vidéo Spécialités | Lumni](#))

Manuel p 297 « Je m'évalue »



Récapitulatif :

- Les inégalités économiques se cumulent et se renforcent mutuellement. Ainsi, plus les revenus d'un individu augmentent, plus sa capacité à ----- et à investir dans des biens durables, susceptibles de devenir une nouvelle source de revenus (donc son -----), augmente.

Les inégalités de ----- sont plus importantes que celles de ----- du fait notamment que le patrimoine génère des ----- et d'autres part, le ----- s'hérite¹ (ce qui accroît les inégalités économiques « au départ »).

- Les inégalités économiques sont aussi à l'origine d'inégalités -----: inégalités de revenus → inégalités de logement → inégalités de conditions de vie → inégalités ----- → inégalités d'accès à ----- ...

- En outre, non seulement les inégalités se cumulent mais en génèrent souvent une « boucle »/ un cercle ----- dans le sens où les inégalités ----- → inégalités ----- → inégalités -----.

¹ En France les 2/3 du patrimoine est hérité alors que 1/3 de celui-ci est le fait de l'épargne de l'individu.

B) Les différentes mesures et les évolutions des inégalités

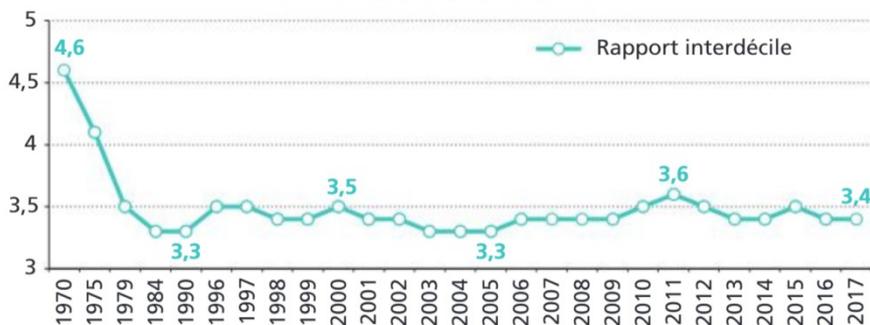
a) Les mesures des inégalités économiques en « statique »

Mesurer les inégalités grâce aux quantiles

Le rapport inter-quantile correspond au niveau de vie ou de revenu minimum d'un certain pourcentage des personnes les plus aisées d'une population (les 25 %, les 10 %, les 1 % des plus riches) divisé par le même pourcentage mais pour les personnes les moins

aisées de cette même population. Il existe deux types de quantiles : les quantiles pointés (bornes qui délimitent les tranches) qui sont les plus utilisés, et les quantiles moyens (moyenne à l'intérieur de chaque tranche).

L'évolution du rapport inter-décile des niveaux de vie¹ en France entre 1970 et 2017



1. Le niveau de vie est le revenu par unité de consommation, pour tenir compte du nombre de personnes dans le ménage (revenu disponible/nombre d'unités de consommation).

Lecture : en 2017, le niveau de vie minimum des 10% les plus riches était 3,4 fois supérieur au niveau de vie le plus élevé des 10% les plus pauvres.

Source : Insee, Observatoire des inégalités, 2019.

NOTION

Le **rapport inter-quantile** mesure combien de fois les plus riches reçoivent ce dont les pauvres disposent, en divisant la population en groupes de tailles égales (**décile** si on choisit les 10 % du haut et du bas de l'échelle des revenus). C'est un indicateur des inégalités.

1 Définir. Que mesure un rapport inter-décile ? Et un rapport interquantile ?

2 Lire. Que signifie la valeur du rapport inter-décile en France en 1970 ?

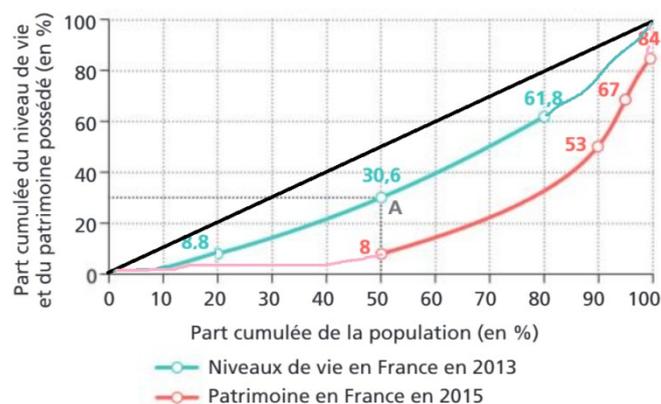
3 Observer. Comment ont évolué les inégalités de revenus en France entre 1970 et 2017 ? Vous appuiez votre réponse sur quelques données chiffrées.

Manuel Magnard, édition 2020

La courbe de Lorenz et le coefficient de Gini

1 Courbe de Lorenz des niveaux de vie et du patrimoine en France

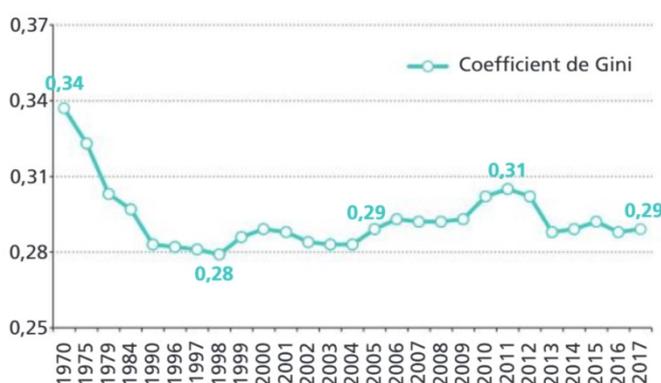
La **courbe de Lorenz** mesure quelle part cumulée d'une ressource détient une part cumulée d'une population, la bissectrice représentant la distribution parfaitement égalitaire de cette ressource.



Source : Insee.

2 Évolution du coefficient de Gini des niveaux de vie en France entre 1970 et 2017

Le **coefficient de Gini** est un indicateur d'inégalité. Il indique, par un nombre compris entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité totale), si une ressource est plus ou moins également distribuée.



Source : Insee, Observatoire des inégalités, 2019.

4 Lire. Que signifie le point A sur la courbe de Lorenz du niveau de vie ?

5 Argumenter. D'après les courbes de Lorenz, les inégalités de niveau de vie sont-elles plus fortes ou plus faibles que celles du patrimoine ? Justifiez par quelques données chiffrées.

6 Lire. Quelle était la valeur du coefficient de Gini des niveaux de vie en France en 1970 ?

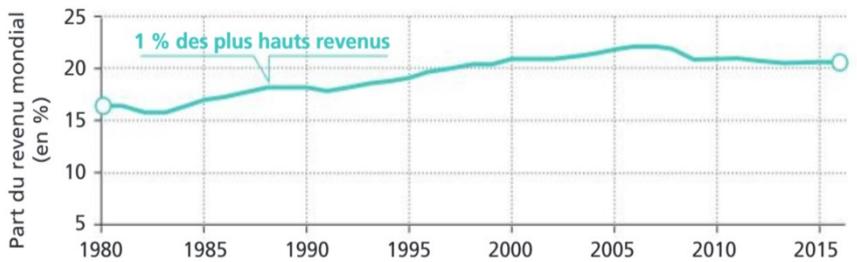
7 Décrire. D'après la courbe des coefficients de Gini, comment les inégalités de niveaux de vie ont-elles évolué en France entre 1970 et 2017 ?

Manuel Magnard, édition 2020

Le top 1 %

L'étude des caractéristiques (revenus, propriété...) des 1 % les plus riches met en évidence de grandes disparités dans les sociétés qui peuvent être atténuées par les autres constructions statistiques

Part du 1 % le plus riche dans le revenu mondial (en %), 1980-2016



Source : F. Alvaredo, L. Chancel, T. Piketty, E. Saez, G. Zucman, *Synthèse du Rapport sur les inégalités mondiales 2018*, déc. 2017.

NOTION

Si l'on partitionne la population en 100 parts égales, le **top 1 %** correspond à la part la plus favorisée au regard du critère choisi (revenu, patrimoine).

8 Lire. Que signifie la donnée pour l'année 2015 ?

9 Déduire. Les inégalités de revenus dans le monde ont-elles globalement augmenté ou diminué depuis 1980 ?

Manuel Magnard, édition 2020

Répondre aux questions des documents ci-dessus et concluez sur l'évolution des inégalités économique depuis le début du XX^e siècle.

Récapitulatif :

Les outils de mesure ----- permettent de mesurer les inégalités économique entre deux individus ou groupes d'individus à une date donnée.

- Les quantiles sont des indicateurs de dispersion (du revenu, du patrimoine, etc.). On parle :

- de décile quand on découpe une population donnée en ---- parties égales (chacune représentant ----- où D1 sont les ----- de la population les plus pauvres et D10² sont les ----- de la population des plus riches)
- de quartiles quand on découpe la population en ----- parties égales (chacune représentant ----- où Q1 sont les ----- de la population les plus pauvres et Q4³ sont les ----- de la population des plus riches)
- de quintile quand on découpe une population donnée en ----- parties égales (chacune représentant ----- où Q1 sont les ----- de la population les plus pauvres et Q5⁴ sont les ----- de la population des plus riches).

Il est possible de calculer le rapport inter-décile (D9/D1 ou D10/D1), le rapport inter-quartile (Q3/Q1 ou Q4/Q1) ou le rapport inter-quintile (Q4/Q1 ou Q5/Q1) qui se lira alors comme un coefficient multiplicateur. *Attention toutefois pour la lecture de bien lire la note de bas de page de mon cours.*

Ainsi en France de 1970 à 2017 (mais c'est le cas depuis le début du XX^e siècle) on note une ----- des inégalités de revenus puisqu'en 1970, le revenu minimum des 10% les plus riches était ----- au revenu maximum des 10% les plus pauvres alors qu'en 2017 il n'est plus « que » -----.

- Le « top 1 % » s'analyse comme un quantile mais permet de mieux visualiser la répartition des revenus et patrimoine parmi les ----- de la population. Sa lecture est complémentaire d'une lecture des rapports inter-quantiles.

Alors que les inégalités économiques se sont ----- sur un siècle, il est intéressant de remarquer un ----- des inégalités depuis le milieu des années 1980 du fait de la ----- du revenu des 1% les plus riches : en 1980, les 1% les plus riches se partageaient environ ----- du revenu mondial en 2015 ils se partagent ---- du revenu mondial.

- La courbe de Lorenz permet de représenter la concentration d'une variable (le revenu ou le patrimoine par exemple) dans une population donnée. Plus la courbe de Lorenz est éloignée de la bissectrice (idéale répartition), plus les inégalités économiques seront -----.

En France en 2013, on remarque que les 20% les plus pauvres de la population se répartissent ----- du revenu total alors que les 20% les plus riches se répartissent environ ----- du revenu total. En 2015, en France alors 50% les plus pauvres se partagent ----- du patrimoine total et les 10% les plus riches se partagent à eux-seuls ----- du patrimoine total (les 1% les plus riches bénéficient de ----- « du gâteau » !).

Les inégalités de patrimoine sont plus ----- que les inégalités de revenus.

² D9 s'il s'agit des effectifs cumulés. ATTENTION la lecture n'est plus le revenu MOYEN détenu par les 10% les plus riches (comme c'est le cas si c'est D10) mais le revenu MINIMUM détenu par les 10% les plus riches.

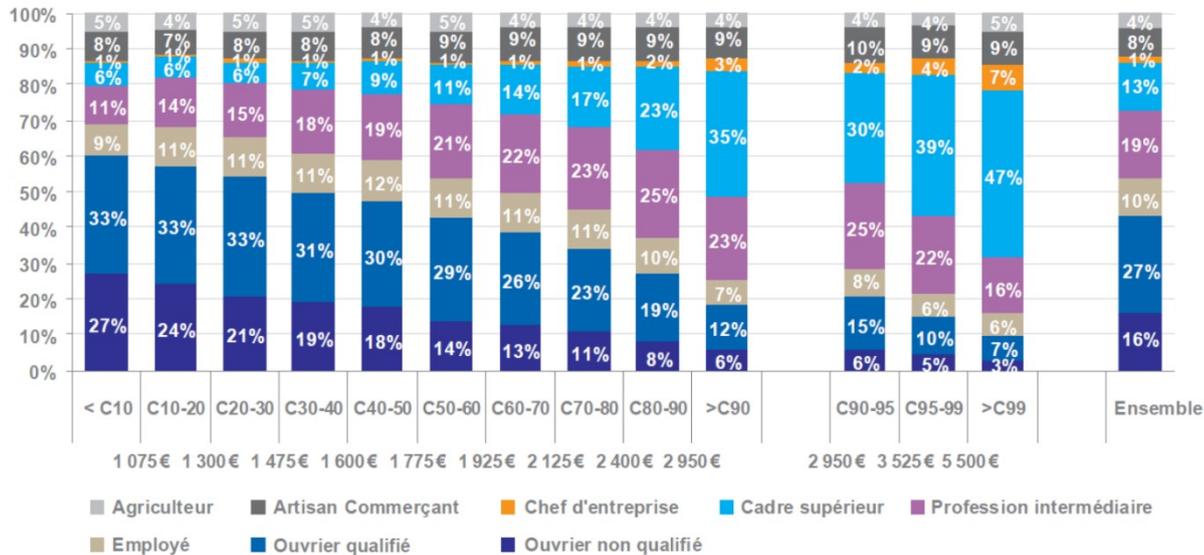
³ Q3 s'il s'agit des effectifs cumulés. ATTENTION la lecture n'est plus le revenu MOYEN détenu par les 25% les plus riches (comme c'est le cas si c'est Q4) mais le revenu MINIMUM détenu par les 25% les plus riches.

⁴ Q4 s'il s'agit des effectifs cumulés. ATTENTION la lecture n'est plus le revenu MOYEN détenu par les 20% les plus riches (comme c'est le cas si c'est Q5) mais le revenu MINIMUM détenu par les 20% les plus riches.

- Le coefficient (ou indice) de Gini est également un indicateur pour mesurer les inégalités économiques. C'est un indicateur compris entre 0 (distribution parfaitement -----) et 1 (----- extrême).
 En France en 1970 le coefficient de Gini est de ----- contre ----- en 2017 ce qui signifie que les inégalités des niveaux de vie (de revenus) ----- sur cette période.

b) La mesure des inégalités économiques en « dynamique »

Composition des quantiles de niveau de vie selon l'origine sociale des individus



Lecture : 33 % des individus des dix premiers centiles de niveau de vie ont un père ouvrier qualifié.

Champ : individus nés entre 1970 et 1984 et résidant en France métropolitaine, revenus fiscaux déclarés de 2011-2014.

Source : calculs France Stratégie à partir de l'échantillon démographique permanent 2015, Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA

Source : France Stratégie, La note d'analyse. [Juillet 2018, N°68](#)

1. Faites une phrase avec la donnée 16% de la dernière colonne
2. Que peut-on constater au regard de la situation des enfants d'ouvriers (sans distinction de qualification) ?
 Même question pour les enfants de cadre supérieur.

Récapitulatif :

Les outils de mesure ----- permettent d'évaluer la transmission/ la reproduction des inégalités d'une génération à l'autre. Cet outil permet ainsi de rendre compte de l'importance de l'inégalité des ----- dans un pays.

En France, les inégalités économiques ----- depuis le début du XXe siècle mais l'on assiste à ----- de celles-ci depuis le milieu des années 1980. La France est-elle, pour autant, un pays dans lequel l'origine sociale permet l'égalité des chances ?

- Parmi les enfants nés entre 1970 et 1984, en France, ----- étaient des enfants ----- (qualifiés et non qualifiés) alors que ----- étaient enfants de cadres supérieurs. Or les enfants d'ouvriers représentent ----- des 10% les plus pauvres (ayant un niveau de vie mensuel ----- à -----) et seulement ----- des 10% les plus riches (----- des 1% les plus riches).

Pour les enfants de cadres supérieurs (qui ne représentent que ----- des enfants nés entre 1970 et 1984), la situation est inverse : Les enfants de cadres supérieurs constituent ----- des 10% les plus pauvres) et ----- des 10% les plus riches (niveau de vie mensuel ----- à -----) voire même ----- des 1% les plus riches !

- Certaines origines sociales sont donc largement sous- ou surreprésentées aux extrémités de la distribution des niveaux de vie des trentenaires. Pour autant, une origine sociale très « favorisée » ne garantit pas d'atteindre un niveau de vie élevé. À l'inverse, une origine « défavorisée » n'interdit pas l'accès au haut de la distribution. L'origine sociale influe en revanche ----- sur la probabilité qu'ont les individus d'atteindre une position plutôt qu'une autre dans la distribution des niveaux de vie. Ainsi, un enfant de cadre supérieur de cette génération a ----- fois plus de chances qu'un enfant d'ouvrier d'appartenir aujourd'hui aux 1% les plus aisés.

II. Quelle égalité pour quelle conception de la justice sociale ? :

A) Les différentes formes d'égalité (égalités des droits, des chances ou des situations)

La justice sociale repose sur des conceptions différentes de l'égalité

La justice sociale est un objectif politique largement partagé, mais elle demeure délicate à définir. Tour d'horizon des conceptions en concurrence. [...]

L'approche la moins exigeante est celle de l'égalité des droits. Il s'agit ici simplement de veiller à ce que les règles soient les mêmes pour tous, et donc à exclure toute forme de privilèges propres aux sociétés d'ordres ou de castes. C'est elle que proclame la Déclaration universelle des droits de l'homme du 26 août 1789 et la seule que reconnaissent les libertariens les plus ardents, comme l'économiste Friedrich Hayek ou le philosophe Robert Nozick. [...] Dans cette perspective, les inégalités peuvent être justes si elles découlent de procédures qui le sont.

Ceux qui prônent l'égalité des chances mettent eux aussi l'accent sur le respect des procédures. Ils n'excluent cependant pas des inégalités de traitement, au moins temporaires, pour corriger des handicaps individuels ou collectifs. [...]

Cette conception de la justice repose également sur une vision compétitive de la société s'accommodant de fortes inégalités de situations.

Seuls les défenseurs de l'égalité des positions considèrent que la justice sociale doit se mesurer à l'aune des positions atteintes et non initiales. Des sociologues ont ainsi pointé la confusion entourant la définition du mérite, entre talents « naturels » et efforts personnels, et l'impossibilité de l'isoler d'autres facteurs de réussite arbitraires (héritages économiques ou culturels, environnement institutionnel, chance, etc.). Plus encore, ils avancent qu'une méritocratie n'est pas seulement impossible mais qu'elle est aussi indésirable. Elle impose en effet à tous une certaine conception de la réussite à l'exclusion d'autres et favorise les « maladies de l'excellence » (stress, *burn-out* ou dépression).

Igor MARTINACHE, « La justice sociale, un idéal en débat », *Alternatives économiques*, Hors-série n° 2, septembre 2015.

- 1 Quelles sont les trois conceptions de l'égalité distinguées ici ?
- 2 Pourquoi la méritocratie est-elle critiquée ?

Manuel Hachette, édition 2020

EXERCICE Les différentes conceptions de l'égalité

À quel type d'égalité les exemples suivants correspondent-ils ? Classez-les dans le tableau ci-dessous :

- a) droit de propriété ; b) obligation de scolarité jusqu'à 16 ans ; c) liberté de réunion ; d) école gratuite et obligatoire ; e) droit de vote des femmes ; f) obligation pour chaque ville d'avoir 25 % de logements sociaux ; g) aides au logement ; h) zones d'éducation prioritaire ; i) lois favorables à l'égalité professionnelle entre femmes et hommes (à travail égal, salaire égal) ; j) loi en faveur de la parité hommes-femmes en politique ; k) anonymisation des noms des élèves dans Parcoursup.

Égalité des droits	Égalité des chances	Égalité des situations

Manuel Hachette, édition 2020

Récapitulatif :

Afin de comprendre ce qui est juste selon les différentes conceptions de la justice sociale, il convient de distinguer les différentes formes d'égalités. En effet, la justice sociale est un jugement de valeur sur le caractère juste ou injuste de telle ou telle inégalité. Mais quelle égalité ?

- L'égalité des droits est le principe selon lequel tous les individus sont égaux devant ----- (celle-ci étant la même pour tous).
- L'égalité des chances est le principe selon lequel la situation acquise par les individus est indépendante de la situation ----- . Elle est assimilable à une égalité « ----- ».

- L'égalité des situations est le principe selon lequel les ressources valorisées (-----,-----, etc.) sont réparties de manière ----- entre les membres d'une société. Elle est assimilable à une égalité « ----- ».

B) Les différentes conceptions de la justice sociale

Manuel p 298 doc 2 Complétez le tableau du document

Attribuez chaque citation à son auteur et au courant théorique correspondant.

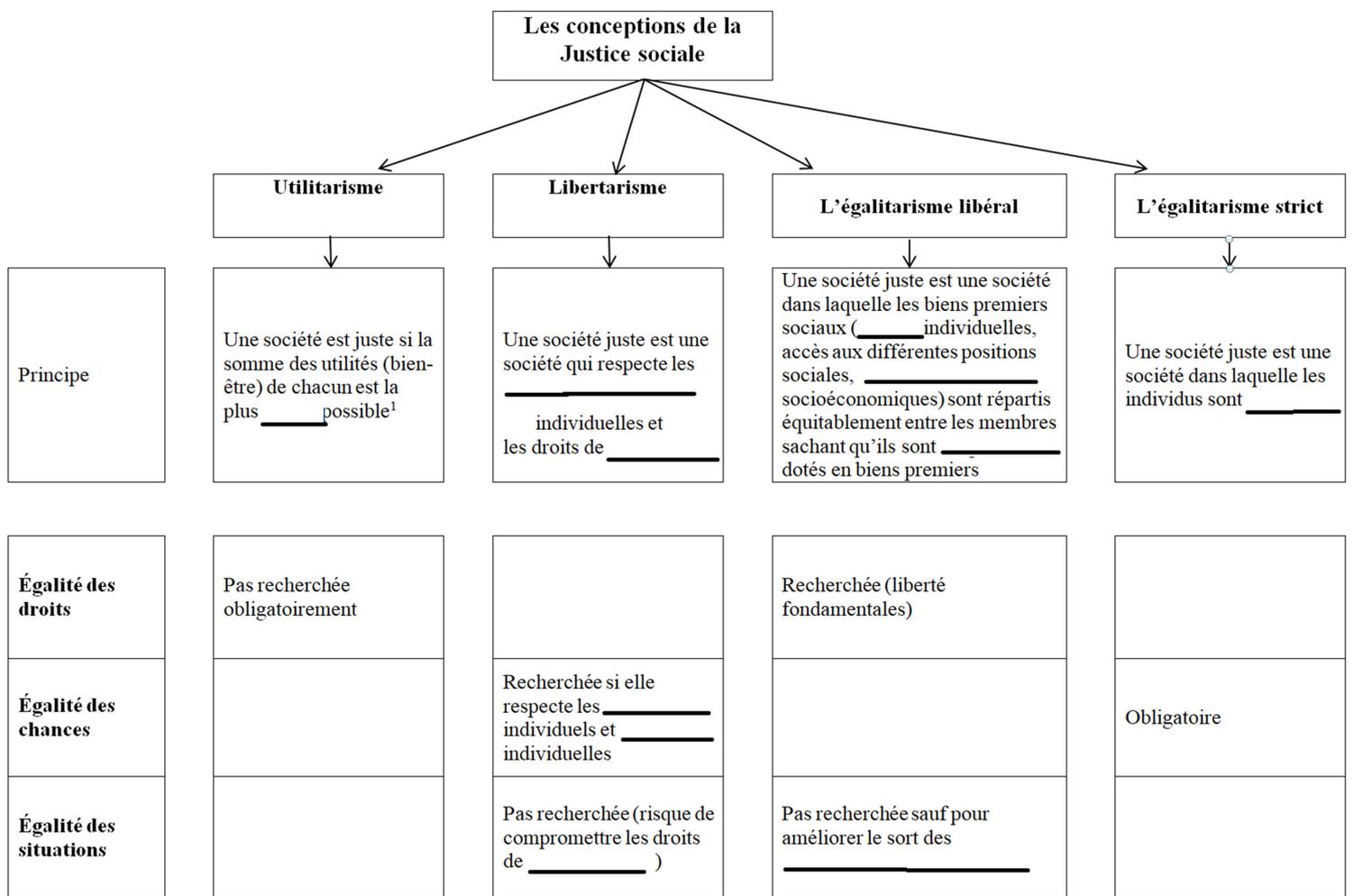
A. John Stuart Mill (1806-1873)	1. « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. »	a) Libertarisme
B. John Rawls (1921-2002)	2. « Un État minimal, limité de façon étroite aux fonctions de protection contre la violence, le vol, l'escroquerie, et pour assurer le respect des contrats privés, est justifié. Toute extension de ces fonctions viole le droit des individus à ne pas être contraints, et est donc injustifiée. »	b) Égalitarisme strict
C. Karl Marx (1818-1883)	3. « La morale est l'utilité ou principe du plus grand bonheur. »	c) Utilitarisme
D. Robert Nozick (1938-2002)	4. « Nous ne méritons pas notre place dans la répartition des dons à la naissance, pas plus que nous ne méritons notre point de départ initial dans la société. »	d) Égalitarisme libéral

Manuel Hachette, édition 2020

Manuel p 299 « Je m'évalue »

Notion	Définition
Égalité des chances 1 •	• A Recherche du plus grand bonheur pour le plus grand nombre quel que soit le niveau d'inégalité
Libertarisme 2 •	• B Définit une société méritocratique qui maximise le bien-être des plus défavorisés sans mettre en cause les chances des plus favorisés
Égalité des places (ou des situations) 3 •	• C Principe de justice qui vise à réduire les obstacles à la réalisation des mérites de chacun
Égalitarisme libéral 4 •	• D Primauté de la liberté de chacun et l'égalité des droits
Utilitarisme 5 •	• E Principe de justice qui vise à réduire les écarts entre les positions sociales

Récapitulatif :



III. L'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale s'exerce sous contrainte de financement et fait l'objet de débats

A) L'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale

a) Par la fiscalité et la protection sociale

Les différentes formes d'imposition

L'impôt est au cœur de la réduction des inégalités : il redistribue la richesse entre les catégories les plus riches et les catégories les plus pauvres [...].

L'impôt forfaitaire prélève le même montant à chacun. C'est la forme la plus rudimentaire de la fiscalité, mais aussi la plus injuste car elle ne tient pas compte des niveaux de vie. Cet impôt ne change pas les écarts de revenus en euros (différence entre le revenu des riches et celui des pauvres), mais accroît les inégalités relatives (le rapport entre le revenu des riches et celui des pauvres). La deuxième forme de prélèvement est proportionnelle aux revenus ou à la consommation, le fisc prélève non plus un montant, mais une proportion de la somme gagnée ou dépensée. Ce type d'impôt réduit les inégalités. En France, l'essentiel de notre fiscalité fonctionne ainsi : c'est le cas de la contribution sociale généralisée, des cotisations sociales et de la taxe sur la valeur ajoutée. La troisième forme de prélèvement est dite « progressive ». On parle de « progression » parce que le taux de prélèvement augmente avec la valeur de ce qui est taxé. L'impôt progressif réduit à la fois les inégalités absolues et les inégalités relatives.

« Les impôts et les inégalités, comment ça marche ? », © L'Observatoire des inégalités, inegalites.fr, 6 novembre 2018.

L'impôt sur le revenu en France en 2019

Montant des revenus	% d'imposition
156 244 €	45 %
73 779 €	41 %
27 519 €	30 %
9 964 €	14 %
	0 %

Selon leur montant, les revenus (rapportés au nombre de parts fiscales) sont divisés en une ou plusieurs tranches. Chaque tranche de revenu est imposée selon un pourcentage différent et progressif : plus le revenu d'une personne est important, plus le taux d'imposition qui s'applique est élevé.

« La redistribution, comment ça marche ? », www.aquoserventmesimpots.gouv.fr, consulté en décembre 2019.

NOTION

La **fiscalité** est l'ensemble des impôts et des taxes perçues par les administrations publiques. Les prélèvements obligatoires comprennent les impôts, les taxes et les cotisations sociales. Ils financent les services collectifs et les revenus de transfert.

Question : Les impôts permettent-ils de lutter contre les inégalités ? Expliquez

Redistribution et inégalité

Effet de la redistribution¹ sur les niveaux de vie pour les 10 % les plus aisés et les 10 % les plus modestes

	Revenu moyen des 10 % les plus modestes en euros (A)	Revenu moyen des 10 % les plus aisés en euros (B)	Rapport A/B
Avant impôts et prestations sociales	281	5 939	21,1
Après impôts et prestations sociales	821	4 666	5,7

1. La redistribution est l'ensemble des opérations qui visent à modifier la répartition primaire des revenus, par les prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales) et par le versement de revenus de transfert (prestations sociales, en espèce ou en nature).

Champ : France métropolitaine, revenus mensuels pour une personne seule.

Source : Insee, données 2015 - Observatoire des inégalités, 2018.

5 Calculer. Calculez le taux de variation du revenu moyen des 10% les plus modestes avant et après impôts et prestations sociales.

6 Comprendre. Exprimez le sens de la donnée entourée.

7 Analyser. Selon quelle(s) conception(s) de la justice sociale la redistribution est-elle une action pertinente des pouvoirs publics ?

Manuel Magnard, édition 2020

La protection sociale, entre assurance et assistance

L'assurance sociale est traditionnellement présentée comme un système de protection sociale reposant sur des mécanismes de transfert [...]. Les assurances sociales fonctionnent sur la base de la mutualisation des risques : les travailleurs versent une cotisation qui est fonction de leur revenu, et en échange reçoivent une prestation dont le montant est en rapport avec leur revenu, en cas d'interruption ou de privation d'emploi. [...]

L'assistance sociale procède d'une histoire et d'une logique différente. [...] À travers ses principes d'égalité et de solidarité nationale, elle se définit comme le devoir de la société de porter secours aux indigents, vieillards ou enfants abandonnés. Elle passe par l'octroi (monétaire ou en nature) d'une aide aux personnes dont les ressources sont insuffisantes, financée par les impôts et versée par les collectivités publiques sans contrepartie de cotisation. [...]

Elles sont soumises à des conditions de ressource et de besoin qui justifient l'examen au cas par cas de la situation du demandeur : de ce fait, elles ne constituent qu'un droit « subjectif ».

Gilles Nezosi, *La Protection sociale*, La Documentation française, 2020.

10 Expliquer. Comment la Sécurité sociale protège-t-elle contre certains risques ?

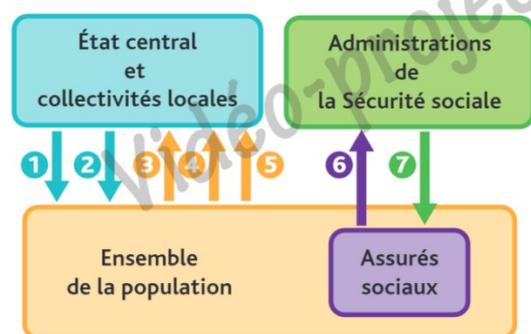
11 Comparer. Dans une logique d'assistance, qui sont les bénéficiaires de la protection sociale ? et dans une logique d'assurance ?

12 Classer. Classez ces exemples selon qu'ils relèvent d'une logique d'assistance ou d'assurance : allocations chômage, minimum vieillesse, RSA (Revenu de Solidarité Active), remboursement des frais médicaux.

Manuel Magnard, édition 2020

Manuel p 301 :

4 EXERCICE Schématiser la redistribution



- Associez à chaque chiffre du schéma le terme correspondant : a. Prestations d'assurance sociale (retraite, allocation chômage) b. Impôt sur le revenu c. Production de services non marchands (éducation, sécurité) d. Taxes sur la consommation e. Cotisations sociales f. Impôt sur la fortune immobilière (IFI) g. Prestations aux plus pauvres.

Récapitulatif :

- La redistribution peut être définie comme l'ensemble des prélèvements et des réaffectations de ressources opérés par les ----- publics sur les revenus des ménages, afin de les protéger contre certains risques et de réduire les -----.

La redistribution repose sur deux logiques :

- o la logique verticale repose sur un financement par ----- et vise à agir directement sur les inégalités de revenus (primaires). En revanche tous les impôts ne permettent pas de lutter contre les inégalités (de situation). En effet, l'impôt ----- (tous les individus paient la même chose quel que soit le revenu comme par exemple la taxe audiovisuelle) est jugé très inégalitaire. A l'inverse, l'impôt qui réduit le plus les inégalités est l'impôt ----- (comme l'impôt sur le revenu).

- la logique horizontale inhérente à la protection sociale. Celle-ci comprend tous les mécanismes de prévoyance collective permettant aux individus de faire face aux risques sociaux (maladie, vieillesse, famille, etc.). La protection sociale peut verser des prestations contributive (logique -----) ou non contributive (logique -----).
- Les pouvoirs publics disposent donc de deux grands instruments en matière de justice sociale :
 - La -----: au sens strict, il ne s'agit que des seuls -----, au sens plus large (en comptabilité nationale) il s'agit des ----- obligatoires (impôts, taxes et cotisations sociale). L'effet de la redistribution sur les inégalités de revenus est fort puisqu'avant la redistribution le revenu des 10% les plus riches est ----- plus grand que celui des 10% de la population la plus modeste alors qu'après la redistribution il n'est plus « que » ----- plus grand. Si les prélèvements obligatoires peuvent contribuer à réduire les inégalités, ce sont les prestations sociales qui assurent l'essentiel de cet effet redistributif. En outre, l'impôt permet de financer les ----- collectifs (cf. III.A.c de ce chapitre).
 - La -----: elle a un effet important sur la baisse de la pauvreté (en évitant la baisse de revenus ou la hausse des dépenses face à un ----- social). Par ailleurs, les cotisations en dessous du plafond Sécurité sociale sont proportionnelles au salaire, alors que les prestations sont parfois forfaitaires (médicaments, soins).

b) Par la fourniture de services collectifs

Manuel p 300 doc 2 Q 1 et 2

Récapitulatif :

Les services collectifs sont des services fournis ----- ou ----- par l'État (ou par le secteur privé subventionné) à la collectivité. Ils sont financés par les ----- . Il s'agit par exemple de l'éclairage public, de ----- nationale, des -----, etc.

Les pouvoirs publics ont, avec la fourniture de services collectifs, une double action sur la justice sociale :

- Une action sur les inégalités ----- étant donné que la contribution au financement de ces services est différente selon les ménages (quand le revenu primaire d'un ménage est faible, celui-ci contribue peu ou pas au financement des services collectifs).
- Une action sur les inégalités ----- en favorisant l'égalité d'accès à l'Éducation nationale par exemple, favorable à ----- d'accès aux différentes positions sociales.

c) Par des mesures de lutte contre les discriminations

Qu'est-ce qu'une discrimination ?

Toutes les inégalités ne sont pas illégales et ne sont donc pas des discriminations, mais toute discrimination constitue une forme d'inégalité. Il est illégal de refuser de louer un appartement à une personne du fait de sa couleur de peau (cas de discrimination donc condamnable), mais pas parce que ses revenus ne sont pas suffisants (inégalité). [...] Les discriminations sont moins fréquentes que les inégalités (la majorité de la population n'est pas raciste, sexiste ou homophobe) mais bien plus violentes car elles touchent des valeurs essentielles (c'est pour cela qu'elles sont interdites par la loi), alors que certaines inégalités peuvent être plus ou moins justifiées. [...] Pour le comprendre, prenons l'exemple du logement. La sélection se fait beaucoup plus souvent par l'argent (une inégalité de revenu, qui est légale) que par la couleur de la peau, le sexe, l'âge ou le diplôme (une discrimination, qui est illégale). Par contre, refuser de louer à une personne parce qu'elle est noire est inacceptable, alors que ce n'est pas le cas si elle ne gagne pas assez.

« Quelle est la différence entre inégalité et discrimination » ?, © L'Observatoire des inégalités, inegalites.fr, 28 octobre 2019.

NOTION

Une **discrimination** désigne une différence de traitement entre des personnes ou des groupes en raison de critères prohibés par la loi, comme l'origine, le sexe, l'orientation sexuelle, la situation de famille, le handicap, etc.



1 Distinguer. Quelle est la différence entre une inégalité et une discrimination ?

2 Illustrer. Donnez un exemple, autre que ceux du texte, de critère de discrimination interdit par la loi.

3 Expliquer. À quel(s) type(s) d'égalité(s) les discriminations portent-elles atteinte ? Pourquoi ?

Manuel Magnard, édition 2020

Question supplémentaire : Quelle est la réponse des pouvoirs publics aux discriminations ?

Récapitulatif :

Une discrimination est un ----- défavorable sur des personnes en raison de critères prohibés par la ----- (couleur de peau, -----, -----, l'orientation sexuelle...). Une discrimination est alors une inégalité -----.

Les discriminations portent atteinte à l'égalité des droits (les personnes discriminées ne jouissent pas en pratique des mêmes droits que les autres), des chances (on ne leur offre pas les mêmes opportunités) et des situations.

Les moyens d'actions des pouvoirs publics en matière de lutte contre les discriminations sont de 2 types :

- -----: c'est le cas notamment avec la parité ----- en politique, l'instauration de ----- en entreprises pour les personnes handicapées (loi rendant obligatoire, dans les entreprises de plus de 20 salariés, un seuil de personnes en situation de handicap d'au moins 6% de l'effectif total)...
- -----: traitement préférentiel volontairement accordé aux membres d'une minorité traditionnellement désavantagée.

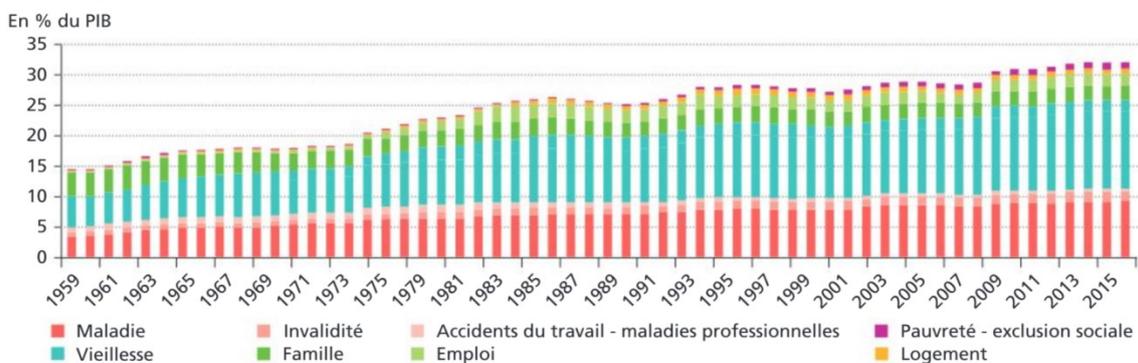
Manuel p 301 « Je m'évalue »

Complétez le texte à l'aide des termes suivants : redistribution ; pouvoirs publics ; fiscalité ; protection sociale ; financières ; services collectifs ; risques sociaux ; inégalités économiques.

Les ----- disposent de plusieurs outils pour agir en faveur de la justice sociale. La ----- (impôts et taxes) contribue au financement de ----- (éducation, santé...) et d'un système de ----- monétaire qui participent activement à une réduction sensible des ----- et sociales. La ----- est une forme complémentaire de redistribution centrée sur les ----- (maladie, vieillesse...). Elle désigne tous les mécanismes de prévoyance collective, permettant aux individus de faire face aux conséquences ----- de ces risques.

B) L'action des pouvoirs publics se heurte à des contraintes de financement

Évolution du poids des prestations sociales (en % du PIB)



Source : DREES, La protection sociale en France et en Europe, 2018.

7 Observer. Montrez, par un calcul de votre choix, que le poids des prestations sociales dans le PIB a doublé depuis 1959.

8 Lire. Quelle part du PIB les prestations sociales liées à la vieillesse représentaient-elles en 2016 ?

9 Expliquer. Comment expliquer que les prestations sociales représentent une part de plus en plus importante du PIB ?

Endettement et politique publique

La situation financière des États des pays développés s'est dégradée rapidement à la suite de la crise de 2008. Dans le cas de la France, toutefois, la crise n'a fait qu'accélérer une dégradation continue depuis trente ans. La dette publique de la France s'élève à 2 000 milliards d'euros en 2015, ce qui représente une année de production du pays. [...] Cet endettement réduit les marges de manœuvre budgétaires des États. Le financement de la dette devient de plus en plus coûteux car à mesure que l'endettement se creuse, il est plus risqué de prêter à l'État endetté et donc les taux d'intérêts augmentent. La possibilité pour l'État de se financer via l'emprunt devient plus donc plus difficile d'année en année car à la dette s'ajoute aussi les intérêts de la dette à rembourser. Ainsi, l'État dispose de moins de moyens pour mettre en place des politiques en faveur de la justice sociale qui elles-mêmes sont coûteuses.

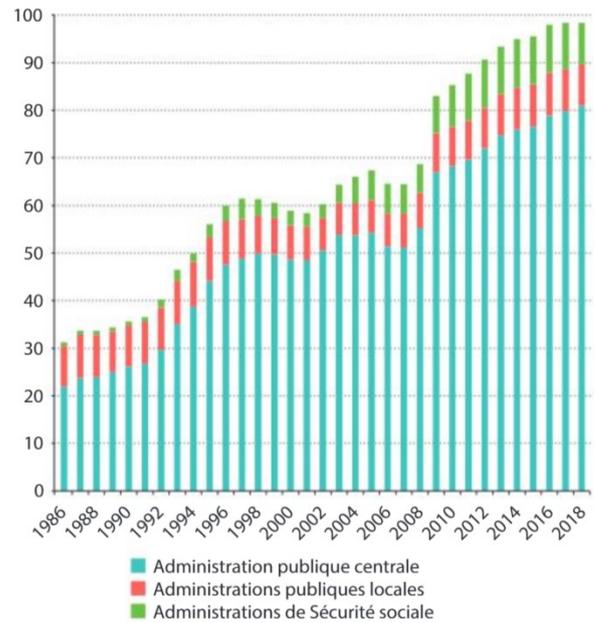
Arnaud Parienty, *Précis d'économie*, © La Découverte, 2017.

10 Observer. Quelle a été l'évolution du poids de la dette publique en France de 1986 à 2018 ?

11 Décrire. L'augmentation des dépenses de sécurité sociale est-elle principalement en cause dans la hausse de la dette publique ?

12 Analyser. Pour quelles raisons la crise économique qui intervient en 2008 a-t-elle fait augmenter la dette publique ?

Dette des administrations publiques (en % du PIB) entre 1986 et 2018 en France



Source : Insee, 2018.

Récapitulatif :

L'action des pouvoirs publics s'exerce sous contrainte financière : Un fort niveau de protection sociale suppose de forts obligations mais aussi d'importantes distributions sociales monétaires et en nature. Or, si l'on regarde le solde de la Sécurité sociale en France on note que les excédents dépassent largement les dépenses puisque en 2020, le solde de la Sécurité sociale s'élève à 5,1 milliards €. Celui-ci s'explique entre autre, par l'importante des prestations sociales (de 10% du PIB en 1960 à 15% du PIB en 2015) notamment celles liées au poste « retraites » (inhérent au vieillissement de la population française). Par ailleurs la crise économique de 2008 n'a fait qu'accroître ce déficit (baisse du nombre de personnes employées et de personnes travaillant à temps partiel mais hausse du nombre de personnes âgées) obligeant le pays à mener des politiques visant à réduire son déficit.

Ce déficit de la Sécurité sociale s'accompagne d'un déficit budgétaire et par un effet boule de neige à une hausse de la dette publique.

La dette publique de 2000 milliards € en France en 2015 s'est considérablement accrue de 1986 à 2018 passant de 30% du PIB à 63% du PIB...

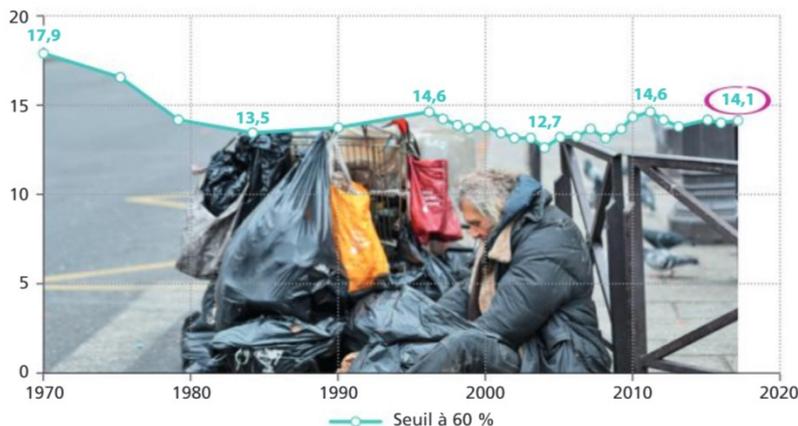
En outre, la charge de la dette est le deuxième poste de dépenses des APU. Du fait, entre autre de l'obligation de trouver un financement de cette dette, la protection sociale en France est critiquée du fait de la contrainte financière qui pèse sur elle.

C) L'action des pouvoirs publics fait l'objet de débats

a) Débat en termes d'efficacité : la question de la réduction des inégalités

Les aides sociales ne suffisent plus à réduire la pauvreté

Évolution du taux de pauvreté¹ en France entre 1970 et 2017 (en %)



1. Le taux de pauvreté est la part d'individus dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté relative (60 % du revenu médian le plus souvent).

Source : Insee - Observatoire des inégalités, 2019.

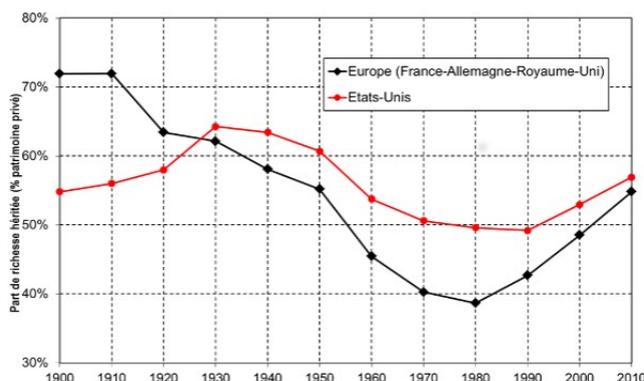
1 Définir. Qu'est-ce que le revenu médian ?

2 Lire. Donnez la signification de la donnée entourée.

3 Discuter. Observe-t-on une corrélation négative entre l'évolution de la part des prestations sociales dans le PIB et l'évolution du taux de pauvreté entre 1970 et 2017 ?

Manuel Magnard, édition 2020

Quel est le poids de l'héritage dans le patrimoine total ?



BANQUE DE FRANCE
EUROSISTÈME

Question : Que nous apporte comme information ce document au regard de la problématique sur la réduction des inégalités ?

Récapitulatif :

- Au regard des données étudiées précédemment (II.A.a), la redistribution permet la ----- des inégalités de revenus. Toutefois, on remarque que la part des prestations sociales (en % du PIB) ----- en France passant de 17% du PIB en 1970 à ---- en 2017 alors que le taux de pauvreté ----- depuis le milieu des années 2000. Le versement de prestations sociales semble, dans une certaine mesure, inefficace pour lutter contre les inégalités économiques.

- Par ailleurs, la part du patrimoine hérité ----- en Europe (ainsi qu'aux États-Unis) depuis les années 1980 : alors qu'en 1980 en Europe ---- du patrimoine total étaient issus d'un -----, c'est le cas pour ----- en 2010. Ce constat corrobore la thèse du caractère ----- des inégalités qui ne peuvent, dès lors, pas se réduire...

- D'autres critiquent l'efficacité de l'action des pouvoirs publics au regard du ----- différent des diplômes selon l'origine sociale (thèse de P. Bourdieu, Chapitre sur « l'action de l'École »).

b) Débat en termes de légitimité : la question du consentement à l'impôt

Manuel p 304 doc 2 (A et B) Q1 à 3

Récapitulatif :

- L'intervention de l'État apparaît comme légitime lorsqu'elle est ----- par une grande partie de la population. Or celle-ci est mise à mal actuellement au regard de ce que l'on nomme « le consentement à l'impôt » à savoir ----- par les citoyens de payer leurs impôts quand ils les considèrent comme ----- et nécessaires.

- Alors qu'une majorité d'individus considère que le montant d'impôts qu'ils payent est -----, 67 % des Français interrogés dans l'enquête Ipsos, les Français restent très attachés aux services publics et au modèle de protection sociale. Alexis Spire montre que, paradoxalement, ce sont les contribuables du ----- de l'échelle sociale, ceux qui bénéficient le ----- et contribuent en valeur le -----, qui partagent le sentiment du « trop d'impôt ». Pour le sociologue, il faut notamment regarder la répartition des services publics sur le territoire pour comprendre ce sentiment (pauvreté → ----- spatiale → zone avec « ----- des services publics » + nécessité de ----- pour déplacements avec un prix des carburants à la ----- → montée du sentiment ----- de l'impôt).

c) Débat sur les risques d'effets pervers : la question de la désincitation

L'effet désincitatif des prestations sociales

Depuis la seconde moitié des années 1990, on a assisté, au sein des pays de l'OCDE, à une focalisation croissante sur les problèmes d'incitation au travail (plus exactement, à la prise d'emploi). Cette préoccupation découle d'un constat simple : pour de nombreuses personnes sans emploi, étant donné les systèmes de prestations sociales, il n'y a aucun avantage financier à prendre un emploi. Ces personnes sont alors « piégées » dans une trappe à inactivité. En France depuis la fin des années 1990, plusieurs travaux avaient notamment montré le faible gain à la reprise d'emploi pour les personnes au revenu minimum d'insertion (RMI) [...]. Ce gain pouvait même être nul voire nettement négatif dans certaines configurations familiales lorsqu'on prend en compte l'ensemble des aides sociales, notamment locales. Au-delà des seuls allocataires des aides sociales, selon les estimations prenant en compte l'ensemble du système redistributif, plus de la moitié (57 %) des personnes sans emploi (incluant donc aussi les inactifs) n'avaient pas d'intérêt financier à travailler – constituant par là la fraction « volontaire » du non-emploi.

Jérôme Gautié, « IV. Les politiques de l'emploi », in *Le Chômage*,
© La Découverte, coll. « Repères », 2015.

- 5 Illustrer.** Quels coûts la prise d'un emploi engendre-t-elle pour les inactifs ou les chômeurs ?
- 6 Expliquer.** Les allocataires des aides sociales ont-ils de grandes chances de retrouver un emploi avec des salaires élevés ? Pourquoi ?
- 7 Définir.** Qu'est-ce qu'une trappe à inactivité ?
- 8 Comprendre.** Pourquoi peut-on dire que les trappes à inactivité représentent un « effet pervers » des politiques sociales ?

Magnard, édition 2020

Associez chaque mesure à un risque.

Mesures mises en place	Risques
Prélèvements obligatoires en hausse	Désincitation à retrouver le chemin de l'emploi
Indemnités chômage	Désincitation à retrouver rapidement un emploi
Garantie d'un niveau minimal de ressources	Contestation de l'impôt

Magnard, édition 2020

Récapitulatif :

L'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale est source de débat sur les risques d'effets pervers, à savoir un effet contraire à l'effet attendu.

La redistribution permet aux individus de maintenir un certain ----- notamment avec les risques sociaux. Par ailleurs, l'indemnisation chômage a un effet positif sur l'appariement en permettant une meilleure ----- de qualifications (en donnant un temps plus long de prospection nécessaire pour obtenir un emploi correspondant à sa qualification).

En revanche, elle peut aussi générer un effet ----- sur les agents. Les prestations sociales peuvent ----- les agents à ne pas reprendre un emploi si le ----- alors perçu permet ----- de compenser la perte de certaines ----- sociales ainsi que les coûts liés à la reprise d'un emploi (coûts des -----, ----- d'enfants, etc.).

Il s'agit alors de « la ----- à inactivité ».

En outre, un niveau de protection sociale élevé s'accompagne d'un coût du travail ----- à celui de ces concurrents. Cette situation peut conduire les entreprises à ----- ou remplacer l'homme par la machine, accroissant alors le nombre de ----- (ainsi que le risque de ----- public).

Manuel p 305 « Je m'évalue »

Reliez chaque fait au(x) débat(s) correspondant(s).

Une part de la population n'accède pas aux soins	1 •	• A Effet pervers
L'État-providence bride le dynamisme économique et ses charges freinent la création de richesses et l'innovation	2 •	• B Manque d'efficacité
La baisse des APL a été décidée pour faire des économies	3 •	• C Légitimité de l'action publique
La fermeture de nombreux services publics nourrit un sentiment d'abandon des populations	4 •	• D Financement
La protection sociale contribue à la persistance de trappe à inactivité	5 •	